Japon : message de solidarité aux mobilisations du Premier Mai

mercredi 18 mai 2011, par [Northeastern NTUC](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2011).

Message de solidarité aux mobilisations du Premier Mai

NTUC (régionale Nord-Est)

1 Mai 2011

Groupe d'intervention en réponse au désastre du grand tremblement de terre du Japon oriental, Zenrokyo (Conseil national des syndicats) de la région nord-est

Nous voulons adresser à tous les travailleurs, dans les mobilisations du Premier Mai, notre message de solidarité de la région nord-est du Japon.

Le 11 mars dernier, le grand tremblement de terre et le tsunami ont frappé la côte pacifique de la région nord-est, détruisant un vaste territoire. Ils auraient été provoqués, dit-on, par un mouvement de la croûte terrestre sur une surface large de 500 km du nord au sud et 200 km d'est en ouest. Le nombre de morts ou disparus atteint presque les 30.000 ; et il augmente jour après jour. 130,000 victimes sont encore regroupées dans des centres d'évacuation.

Dans les zones dévastées, les personnes les plus faibles, comme les patients hospitalisés, les malades restés à domicile et les enfants ou le personnel des crèches, vivent aujourd'hui dans la plus grande anxiété, sous la menace des répliques successives du séisme ; elles souffrent de continuel « dommages secondaires ». Il ne suffit pas de leur apporter une aide matérielle rapide et de rétablir leurs conditions matérielles d'existence, il faut aussi leur redonner de l'espoir, le sens de la solidarité et une possibilité d'inclusion indispensable à la survie.

Le long de ces côtes, qui étaient l'une des zones de pêche les plus riches du Japon, un nombre incalculable de maisons ont été détruites, ainsi que les pêcheries, l'industrie des produits marins, l'agriculture. Bien des institutions publiques sont perdues alors que les moyens d'action des municipalités sont grandement réduits.

De plus, les centrales nucléaires construites sur les côtes des régions nord et nord-est de Kanto, dans la partie nord-est du Japon, ont été frappées par le violent tremblement de terre et le puissant tsunami. Les dégâts sont considérables dans la centrale de Fukushima 1. Du fait des erreurs d'appréciation et de la mauvaise gestion de TEPCO [1], de la Commission de sûreté nucléaire [2], de l'Agence de sûreté industrielle et nucléaire (NISA [3]), et du gouvernement japonais, la crise nucléaire est très sérieuse et a été déclarée de niveau 7 [4].

Face à la pollution radioactive, l'administration Kan, dirigée par le PDJ [5], a tardé à ordonner l'évacuation et à coopérer avec les gouvernements locaux, ce qui a provoqué désespoir et colère chez les résidents. Nous demandons en conséquence au gouvernement du PDJ de réunir tous ses moyens pour surmonter aussi vite que possible la catastrophe nucléaire.

Il est évident que les position pronucléaires des gouvernements PLD [6] successifs et des élites du

monde des Affaires doivent être condamnées. Le président de la Fédération des entreprises du Japon [7] avait chanté les louanges des centrales nucléaires japonaises, affirmant qu'elles « *sont si excellentes qu'elles peuvent résister à un tsunami.* » Après la catastrophe, il est cité déclarant que « *la réglementation officielle en matière de sûreté était trop laxiste* » et que « *c'est au gouvernement de prendre la responsabilité de l'indemnisation des victimes du désastre* » : il protège TEPCO [8] et l'industrie radioactive ; il défend une politique énergétique favorable au nucléaire.

La vérité est que des recherches avaient été menées et avaient mis en garde contre les dangers liés à un grand tremblement de terre et un tsunami ; en particulier, les risques inhérents à la centrale de Fukushima 1 avaient été pointés du doigt par de nombreuses personnes. Nous ne devons pas permettre aux politiciens, aux milieux d'Affaires et aux faiseurs d'opinions d'échapper à leurs responsabilités sous le fallacieux prétexte que cette catastrophe « *était au-delà de ce qui pouvait être prévu* ».

En conséquence, confrontons-nous avec et mettons en échec les milieux d'Affaires, l'industrie de l'énergie électrique, les industries liées aux centrales nucléaires, le METI [9], les milieux universitaires, les médias qui ont fait la promotion des centrales nucléaires. En solidarité avec les peuples dans le monde entier, engageons-nous pour changer la société en une nouvelle, sans centrales nucléaires.

Dénonçons les manœuvres politiquement motivées qui veulent tirer avantage du processus de « *réhabilitation* ». Nous devons contrer les propositions qui visent à « *saisir cette chance* » pour transformer l'agriculture de la région nord-est en conformité avec le cadre du Partenariat trans-Pacifique (TPP [10]) piloté par les Etats-Unis, ou qui visent à « *reconsolider le système actuel de gouvernements locaux des préfectures et municipalités en des unités administratives plus vastes* ».

Déployons des activités diverses pour protéger les conditions de vie et l'emploi des travailleurs menacés de licenciements massifs, par des fermetures rampantes d'entreprises, des banqueroutes dans les zones dévastées et un arbitraire croissant des licenciements à l'échelle nationale sous prétexte de catastrophe.

Pour terminer, nous voudrions exprimer notre gratitude la plus chaleureuse pour les nombreux encouragements et soutiens venus du Japon et du monde entier.

Nous savons que nous aurons encore besoin de beaucoup de temps et d'efforts, à partir de maintenant, mais la population des zones dévastées s'est levée au milieu des ruines et à commencé à reconstruire ses conditions de vie, son travail, ses industries et ses communautés. Nous, de la régionale nord-est de Zenrokyo, partageons avec les victimes résidentes ce sens de désespoir et d'espoir, et nous irons de l'avant.

Avec nos vœux les plus sincères pour les mobilisations du Premier Mai et pour « *l'unité des travailleurs du monde entier* »,

Premier Mai 2011
Régionale nord-est du NTUC

Notes

[1] Tokyo Electric Power Corporatio.

[2] Nuclear Safety Commission.

[3] Nuclear and Industrial Safety Agency.

[4] Niveau le plus élevé sur l'échelle des événements nucléaires INES.

[5] Parti démocratique du Japon.

[6] Parti libéral démocrate.

[7] Japan Business Federation.

[8] l'opérateur du la centrale de Fukushima 1.

[9] Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie - The Ministry of Economy, Trade, and Industry.

[10] Trans-Pacific Partnership